AVRIL - JUIN 2024 | N°002

FONSTI

FONDS POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
MAGAZINE TRIMESTRIEL • GRATUIT

Interview

« En réalité, aucun domaine n'est réservé aux hommes »

Prof.
Adohi K. Viviane


P. 6

Story

Prof.
Aoua Coulibaly,
un visage féminin parmi les grandes figures de la géologie en Afrique


P. 12

Découverte

Incursion dans le métier pédopsychiatre avec
Dr **Anna Corinne Bissouma**


P. 14

L'émergence de la recherche scientifique au féminin





À PROPOS DU FONSTI

Le FONSTI (Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation) a été créé en conseil des ministres en juin 2018 par l'ordonnance N° 2018-593.

C'est un fonds de soutien à la recherche scientifique et l'innovation technologique en Côte d'Ivoire. Il se définit comme étant ''le fournisseur de solutions par la recherche et l'innovation aux problèmes de développement de la Côte d'Ivoire''.

Placé sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), le FONSTI accompagne les chercheurs à travers le financement des projets et programmes susceptibles d'impacter le développement socio-économique et culturel de la Côte d'Ivoire. Il a été conçu sur le modèle du Fonds National Suisse et élaboré selon le PASRES (Programme d'Appui à la recherche Scientifique en Côte d'Ivoire).

En créant le FONSTI, l'État de Côte d'Ivoire entend oeuvrer à :

- *Doter la Côte d'Ivoire d'un organisme de financement pérenne des activités de recherche d'innovation ;*
- *Renforcer le système national de recherche et d'innovation par la valorisation scientifique et économique des résultats de recherche ;*
- *Renforcer le lien entre les universités et l'industrie par l'innovation, la création de start-ups et incubateurs.*

Cocody, 2 Plateaux, 7e tranche, Rue L 133
Téléphone : (+225) 27 21 78 09 95 / 27 21 78 10 02 • E-mail : info@fonsti.org
Site web : www.fonsti.ci - Adresse postale : 27 BP 782 Abidjan 27

FONSTI
FONDS POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
MAGAZINE TRIMESTRIEL • GRATUIT



Édito

Dr Yaya Sangaré

Secrétaire Général du FONSTI

L'un des préjugés les plus tenaces sur les capacités intellectuelles des femmes porte sur l'impossibilité de construire des recherches scientifiques minutieuses et innovatrices. C'est en cela que Casanova (1725-1798) soutient par ces termes : « Dans une femme, la science est déplacée. » La persistance de cette affirmation dans notre ère serait-elle la cause du nombre insignifiant de prix attribué aux femmes de science jusqu'en 2018 se demande bien Jacquemond (2020).

Les femmes constituent généralement une minorité des chercheurs du monde. Selon l'UNESCO, le pourcentage moyen mondial de chercheuses est de 33.3% et seulement 35% de tous les étudiants dans les domaines d'études liés aux science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) sont des femmes.

En Côte d'Ivoire, diverses initiatives sont lancées pour encourager les Ivoiriennes à s'engager sur le chemin exaltant des disciplines scientifiques et à accompagner les femmes qui y sont déjà. Le 15 octobre 2022, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique à travers le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) a lancé l'appel à projets « Spécial Femmes ». 171 candidates ont répondu à l'appel.

Les lauréates de cet appel bénéficient d'un financement cumulé de 103,1 millions FCFA. Les projets financés se classent dans les domaines suivants :

- Agriculture et sécurité; alimentaire;
- Environnement, biodiversité et développement durable
- Sciences de la santé.

Dans ce deuxième numéro du « FONSTI Mag », magazine destiné à partager les recommandations et les impacts des recherches financées par le FONSTI, vous découvrirez des chercheures inspirantes pour des jeunes et d'amples informations sur les projets financés dans le cadre de l'appel à projets « Spécial Femmes ». Enfin, une lucarne est faite sur le colloque sur les crises sécuritaires organisées par le FONSTI en novembre 2023 dans la ville de Korhogo en Côte d'Ivoire. Bonne lecture.

Dr Yaya Sangaré
Secrétaire général du FONSTI

Directeur de publication :
Dr Yaya Sangaré

Rédactrice en chef :
Dr Annette Ouattara

Responsable éditorial :
Patrick Assamoa

Situation géographique :
Cocody, 2 Plateaux,
7e tranche, Rue L 133

Téléphone :
(+225) 27 21 78 09
95 / 27 21 78 10 02

E-mail :
info@fonsti.org

Site web :
www.fonsti.ci

Adresse postale :
27 BP 782 Abidjan 27

Rédaction et mise en page :
African Science Communication Agency (ASCA)



Partie 1

Propulser l'engagement des femmes dans la recherche scientifique

P. 06

Des femmes dans la recherche

- **STORY :** Prof. Adohi K. Viviane, un nom hissé au sommet des scientifiques Africaines
- **Interview : «** En réalité, aucun domaine n'est réservé aux hommes», Prof. Adohi K. Viviane
- **STORY :** Prof. Aoua Sougo Coulibaly, un visage féminin parmi les grandes figures de la géologie en Afrique
- **Interview : «**Avant de se pencher sur le cas spécifique des femmes,
- il faut bien voir que les scientifiques ne sont généralement pas mieux accueillis dans le bassin de l'emploi», Prof. Aoua Sougo Coulibaly

P. 22

- **DECOUVERTE :** Incursion dans le métier de pédopsychiatre avec Dr Anna Corinne Bissouma

P. 24

Appel à projets spécial «FEMMES»

FONSTI EN ACTION :

Promotion de la science, des technologies et de l'innovation dans les écoles

- Le FONSTI au Lycée Inagohi de San Pédro
- Le FONSTI au Collège Moderne ANADOR de Yopougon Maroc
- Le FONSTI soutient le concours miss Physique – Chimie



Partie 2

Les défis de la sécurité en Afrique

P. 30

Crises sécuritaires en Afrique : un colloque pour proposer des solutions concrètes

- **Interview :** Pr. Adama Coulibaly
- **Des échanges de qualité et en quantité**
- **Des recommandations pour endiguer les crises sécuritaires**

P. 38

Interview : « Les pays africains doivent changer le narratif relatif aux différentes crises sécuritaires », Dr Diakalia Sanogo

P. 43

Echos du FONSTI

- Le FONSTI et la CCI-Côte d'Ivoire s'unissent pour le financement de la recherche en Côte d'Ivoire
- Le FONSTI et l'OIPI s'engagent pour la protection et la valorisation des créations intellectuelles
- Le FONSTI et l'UJLoG, ensemble pour la valorisation des résultats de la recherche
- Le FONSTI et l'Université de Bondoukou formalisent leur cadre de coopération
- Colloques du FONSTI



Partie

1

Propulser l'engagement des femmes dans la recherche scientifique

Interview | Des femmes dans la recherche | Appel à projets spécial «FEMMES» | FONSTI en action

Professeure

Adohi K. Viviane

Un nom hissé au sommet des scientifiques africaines



De nationalité ivoirienne, le Professeur Krou épouse Adohi Adjo Viviane, est connu pour son parcours universitaire exemplaire.

Née le 1er décembre 1963 à Bongouanou en Côte d'Ivoire, le Professeur Krou a obtenu son baccalauréat série C à Abidjan en 1983. Elle poursuit ses études à l'Université d'Abidjan (actuel Université Félix Houphouët-Boigny), où elle obtient une licence de physique en 1986. Elle s'est spécialisée en thermodynamique et propriétés de la matière, ainsi qu'en vibrations et phénomènes de propagation. En 1987, elle obtient sa maîtrise en physique, avec des spécialisations en physique atomique et nucléaire, ainsi qu'en électronique.

Désireuse de poursuivre ses études et de se perfectionner dans son domaine, le Professeur Krou a opté pour des études à l'Université de Provence Aix-Marseille I, en France en 1988. Elle en sortira avec un Diplôme d'Études Approfondies (DEA), en

rayonnement et plasma. Son mémoire de DEA a porté sur l'exploitation de spectres denses de fluorescence induite par laser et l'informatisation de la méthode. En 1991, elle obtient le doctorat avec la mention très honorable et les félicitations du jury. Sa thèse portait sur l'exploitation de spectres denses de fluorescence induite par laser. De retour en Côte d'Ivoire, le Professeur Krou va connaitre une carrière académique remarquable.

Son parcours professionnel

1992 à 1998 :
Assistant à la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université d'Abidjan

1998 à 2005 :
Maître assistant à l'Unité de Formation et de Recherche Sciences des Structures de la Matière et de Technologie (UFR SSMT) de l'Université de Cocody (anciennement Université d'Abidjan et actuel Université Félix Houphouët-Boigny)

2005 :
Maître de conférences à l'UFR SSMT de la même université

Depuis 2016 jusqu'à aujourd'hui :
Professeure titulaire à l'UFR SSMT de l'Université Félix Houphouët Boigny.

Parallèlement, Prof. Adohi Krou Viviane a occupé plusieurs fonctions dans l'administration, les structures de formation et de recherche. Elle fut :

- Coordinatrice de l'Université de Vacances pour la filière « Sciences Physiques » à l'École Normale Supérieure (ENS) ;
- Vice-Doyenne en charge de la pédagogie puis Doyen à l'UFR SSMT ;
- Première Vice-Présidente puis Présidente du Conseil Scientifique du PASRES (Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique) ;
- Directrice Générale de l'Enseignement Supérieur et des Œuvres Universitaires ;
- Directrice de Cabinet au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;
- Directrice de Cabinet au Ministère auprès du Président de la République chargé des Affaires Politiques ;
- Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé depuis 2023

Distinctions

Professeure Adohi Krou Viviane est Commandant de l'Ordre de la Fonction Publique et Commandant de l'Ordre de l'Éducation Nationale.

Professeure Adohi K. Viviane

se confie au **FONSTI**

Présidente de l'Université Jean Lorougnon Guédé, le **Professeure Adohi Krou Viviane**, partage les réalités de son parcours dans la science en tant que chercheuse.



En réalité, aucun domaine n'est réservé aux hommes

01

Quelles ont été vos principales motivations pour faire carrière dans la recherche scientifique ?

Prof. Adohi : Le goût de la découverte, de l'explication des phénomènes observés, de la transmission des connaissances, de la participation à l'avancée de la science sont quelques principales motivations qui m'ont conduite à embrasser la carrière d'enseignant-chercheur.

02

Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous avez été confrontée et comment les avez-vous surmontées ?

Prof. Adohi : Lors de mon initiation à la Recherche, en Diplôme d'Études Approfondies (DEA) de Rayonnements et Plasma à l'Université de Provence, Aix-Marseille I, la principale difficulté à laquelle j'ai été confrontée était l'informatique. Ma base en informatique, acquise en une année, était très faible. Et imaginez les programmations en Physique atomique et moléculaire à faire ? Ce n'était pas du jeu ! Toute chose se surmonte par le travail. Nous nous sommes mis au travail et avons surmonté cette difficulté.

03

Les femmes sont souvent sous-représentées dans les domaines de la science. Quelles sont vos réflexions à ce sujet et comment pensez-vous que cela pourrait être amélioré ?

Prof. Adohi : Les domaines de la science sont réputés être difficiles et répulsifs pour les femmes. J'ai participé à plusieurs réflexions et je pense sincèrement que pour améliorer cette situation, il faudrait instaurer une discrimination positive. On pourrait par exemple, octroyer des bourses aux étudiantes qui décident de poursuivre leurs études dans les sciences dites « dures », les accompagner avec un système de « mentorat ». Ces facteurs discriminants pourraient relever le taux des femmes dans les domaines de la science.

04

Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés dans l'exercice de vos fonctions actuelles ?

Prof. Adohi : Dans mes fonctions actuelles, les défis auxquels je fais face restent les mêmes à chaque changement de fonction. Lorsque vous arrivez à un poste de responsabilité, vous avez des missions qui vous sont assignées et une vision à implémenter avec des collaborateurs que vous trouvez généralement sur place avec leur manière de travailler. Comment faire pour que les proches collaborateurs épousent votre méthodologie de travail pour atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés, constitue un défi à relever. Cette étape passée, comment élargir ce cercle et maintenir une constance de qualité dans les services restent actuellement les défis auxquels je suis confrontée.

05

Selon vous, quels sont les mécanismes à mettre en place pour développer le leadership féminin ?

Prof. Adohi : Vous savez, il y a des personnes qui naturellement ont des aptitudes de leadership et très jeunes, ils les exploitent pour diriger divers mouvements associatifs. Généralement, le leadership se développe par la formation. Les structures existent et proposent leur service. Chaque personne, selon ses besoins et compétences, doit pouvoir se former. J'encourage vivement les jeunes femmes à s'approprier ces formations afin que le leadership féminin soit une réalité tangible.

> **À mes jeunes soeurs et filles, je dirais qu'elles doivent se faire confiance, travailler sans douter de leur capacité et de leur intelligence.**

06

La conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle est souvent un défi pour les femmes chercheures. Comment gérez-vous cet équilibre au quotidien ?

Prof. Adohi : C'est dommage que cette préoccupation revienne souvent dans les débats. Pour moi, la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle n'est pas un défi pour la femme chercheure uniquement. C'est un défi pour tout travailleur. Toute chose a besoin d'organisation. Il faut donc s'organiser et apprendre à s'organiser pour gérer au quotidien cet équilibre quelles que soient les responsabilités.



07

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui envisagent une carrière dans la recherche scientifique ou dans d'autres domaines généralement réservés aux hommes ?

Prof. Adohi : J'aimerais tout simplement encourager ces jeunes femmes qui envisagent une carrière dans la recherche scientifique ou tout autre domaine dit réservé aux hommes. En réalité, aucun domaine n'est réservé aux hommes, il y a des domaines qui demandent plus de forces motrices...

À mes jeunes sœurs et filles, je dirais qu'elles doivent se faire confiance, travailler sans douter de leur capacité et de leur intelligence.

Professeure

Aoua Sougo Coulibaly

un visage féminin parmi les grandes figures de la géologie en Afrique



Titulaire d'un Doctorat unique de Biogéochimie de l'environnement de l'Université Bordeaux I (France), Madame Aoua Sougo Coulibaly est Professeure Titulaire depuis 2015. Elle est la première femme Professeure Titulaire de géologie en Côte d'Ivoire. Ses recherches portent sur des thèmes aussi riches que variés à savoir la biogéochimie marine, la géologie sédimentaire, la dynamique marine, l'évaluation des impacts environnementaux et la pollution marine.

Présidente de l'Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo depuis le 24 Mai 2023, Prof. Coulibaly a occupé plusieurs responsabilités tant au niveau national qu'international.

Son parcours professionnel

Depuis 2020 :
Présidente du Conseil Scientifique du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI)

2019 à 2023 :
Directrice de l'École Doctorale Sciences, Technologie et Agriculture Durable de l'Université Félix Houphouët-Boigny

2017 à 2019 :
Vice-doyen en charge de la recherche à l'Unité de Formation et de Recherches des Sciences de la Terre et de Ressources Minières de l'Université Félix Houphouët-Boigny

Depuis 2017 :
Coordonnatrice du Programme thématique de recherches, Mines, Pétrole, Eau et Sol du Centre Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES)

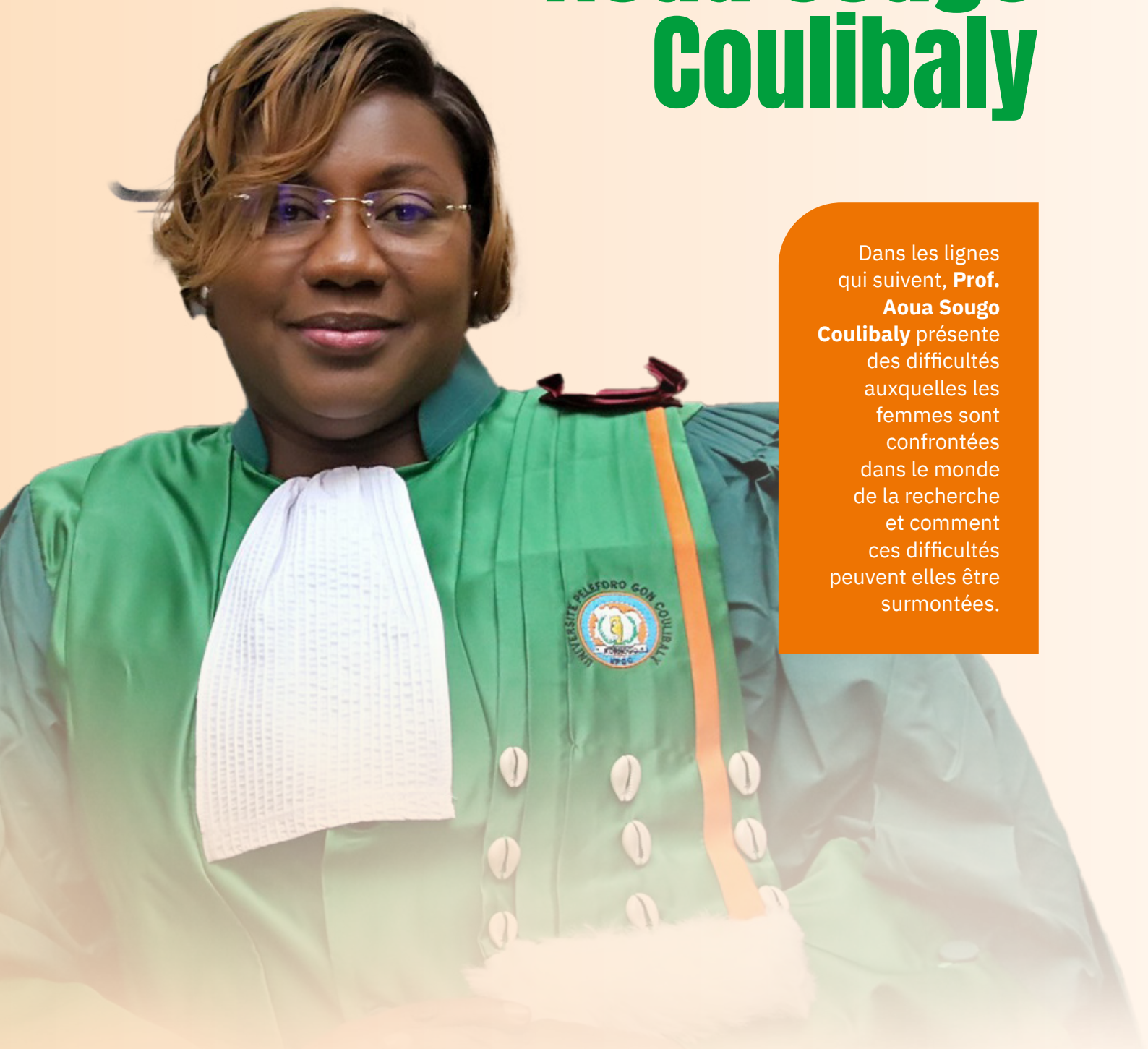


Distinctions

Au titre des distinctions honorifiques, Prof. Aoua Sougo Coulibaly est Commandeur dans l'Ordre du mérite de l'Enseignement supérieur de Côte d'Ivoire (2023) et Officier dans l'Ordre du mérite de la fonction publique de Côte d'Ivoire (2024).

Professeure

Aoua Sougo Coulibaly



Dans les lignes qui suivent, **Prof. Aoua Sougo Coulibaly** présente des difficultés auxquelles les femmes sont confrontées dans le monde de la recherche et comment ces difficultés peuvent elles être surmontées.

Pour développer le leadership féminin, il est essentiel de mettre en œuvre des mécanismes à plusieurs niveaux, à la fois au niveau individuel, institutionnel et étatique.

01

Quelles ont été vos principales motivations pour poursuivre une carrière dans la recherche scientifique ?

Prof. Coulibaly : Le choix que j'ai fait de m'engager dans une voie scientifique tient son origine de mon environnement familial. D'abord, mon père a exercé le métier de médecin (paix à son âme). Ensuite, mon grand frère est professeur en médecine. Ils ont dû avoir une influence dans mon choix d'opter pour des études scientifiques au collège et au lycée.

Une fois que je me suis engagée définitivement dans une carrière scientifique au cours de mes études doctorales, mes motivations sont venues de mon désir de contribuer au progrès de la société et à l'avancement des connaissances humaines notamment en contribuant à :

- *Découvrir de nouvelles informations ;*
- *Repousser les frontières de la compréhension humaine ;*
- *Résoudre des problèmes importants qui affectent la société, tels que la pollution par les métaux lourds (objet de ma thèse) ;*
- *Travailler avec des collègues talentueux du monde entier, dans ma spécialité et enfin ;*
- *Créer des innovations qui peuvent avoir un impact positif sur la société et sur la vie des gens.*

02

Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous avez été confrontées et comment les avez-vous surmontés ?

Prof. Coulibaly : En réponse à cette question, je vais lister les difficultés auxquelles les femmes sont généralement confrontées et à chacune d'elles, je partagerai avec vous comment je me suis prise pour les surmonter. En effet, les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes sont de plusieurs ordres :

1. Biais de genre et stéréotypes :

Les femmes sont constamment confrontées à des préjugés et à des stéréotypes de genre qui remettent en question leurs compétences et leur légitimité dans les domaines scientifiques. Ce qui peut entraîner une sous-estimation de leurs capacités et des obstacles à leur progression professionnelle. Dans mon cas, j'ai eu la chance d'avoir dès mes premiers pas dans la recherche (très tôt au niveau de la maitrise) un Enseignant formidable qui, aux vues de mes excellentes notes m'a dit que je dois continuer sur cette voie pour m'assurer le respect des hommes. Hommage au Professeur KABRAN Pothin (paix à son âme). Ensuite, plus tard dès que j'ai embrassé la carrière d'enseignant-chercheur, j'ai eu un coach, un mentor qui m'a constamment prodigué des conseils, qui m'a servi de soutien et m'a offert des opportunités de réseautage. Jusqu'à ce jour, je continue de bénéficier de son constant appui.

2. Manque de modèles féminins :

Le manque de représentation des femmes dans des postes de leadership et de mentorat peut limiter les opportunités pour les femmes de trouver des modèles féminins auxquels s'identifier et de bénéficier de conseils et de soutien professionnel. En ce qui me concerne, quand je suis rentrée à la fac. J'ai entendu parler d'une dame Professeur de mathématiques (Mme Djidi Wandja). Je ne l'ai pas rencontré personnellement. Mais je me suis dite si une femme ivoirienne peut réussir dans une discipline comme les maths, alors moi aussi je peux réussir dans la voie scientifique que j'avais empruntée. Oui cette Dame m'a servi de modèle.

3. Déséquilibre entre vie professionnelle et vie personnelle :

La conciliation entre la carrière scientifique et les responsabilités familiales peuvent être particulièrement difficile pour les femmes. Cela, en raison des attentes sociales et des normes de genre qui leur imposent souvent une charge disproportionnée de travail domestique et de soins aux enfants. Moi, je m'en suis sortie avec une bonne organisation personnelle qui m'a permis de conciliée la vie professionnelle avec la vie familiale. Je dois dire que le développement technologique, avec l'introduction des appareils électroménagers tels que les laves vaisselles, la machine à laver et autres sans oublier le personnel de maison, m'ont aidé à mieux m'organiser.

4. Harcèlement et discrimination :

Les femmes peuvent être confrontées à du harcèlement sexuel, à des discriminations et à des comportements sexistes sur leur lieu de travail. Cela crée un environnement hostile et peu accueillant qui entrave leur épanouissement professionnel. Personnellement, je n'ai pas souffert de ce fléau. Je pense que le conseil que j'ai reçu de mon enseignant qui m'a encouragé à être parmi les meilleures m'a certainement aidé. Car, c'est quand la femme est intellectuellement dans la moyenne que les hommes pensent qu'ils peuvent l'élever en utilisant d'autres moyens. Mais quand on se distingue parmi les meilleures de sa génération, la gent masculine se rend vite compte que personne ne peut vous entrainer sur une voie quelconque pour avoir la promotion.

03 **Les femmes sont souvent sous-représentées dans les domaines de la science. Quelles sont vos réflexions à ce sujet et comment pensez-vous que cela pourrait être amélioré ?**

Prof. Coulibaly : La sous-représentation des femmes dans les domaines de la science est une réalité préoccupante qui résulte de divers

facteurs, notamment des stéréotypes de genre persistants, des obstacles institutionnels et des biais inconscients. Avant de se pencher sur le cas spécifique des femmes, il faut bien voir que les scientifiques ne sont généralement pas mieux accueillis dans le bassin de l'emploi. Quelle est l'incitation spécifique qui est faite pour les scientifiques en Afrique ? Ceci dit, je pense qu'il y a des pistes de solution pour améliorer la représentation des femmes dans les domaines de la science. Je proposerai entre autres de :

- *Sensibiliser les individus aux problèmes de genre dans la science dès leur plus jeune âge ;*
- *Faire la lumière sur les contributions des femmes dans les domaines scientifiques ;*
- *Encourager les filles à poursuivre des études et des carrières dans les sciences ;*
- *Promouvoir des modèles féminins dans les sciences ;*
- *Créer des environnements de travail inclusifs où les femmes se sentent valorisées et soutenues ;*
- *Lutter contre le harcèlement sexuel et les discriminations, et fournir un soutien professionnel et personnel aux chercheuses ;*
- *Mettre en lumière les réalisations des femmes dans les sciences et de leur donner une plateforme pour partager leur travail et leur expertise ;*
- *Encourager les femmes à participer aux conférences, colloques et ateliers scientifiques;*
- *Fournir un soutien spécifique aux chercheuses tout au long de leur carrière, notamment en offrant des programmes de mentorat, des opportunités de développement professionnel et des politiques de conciliation travail-vie personnelle flexibles.*

04 La conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle est souvent un défi pour les femmes chercheures. Comment gérez-vous cet équilibre au quotidien ?

Prof. Coulibaly : Comme je l'ai dit précédemment, il faut mettre en place une organisation, une planification pour équilibrer sa vie professionnelle et personnelle. Par exemple :

- *J'ai défini des horaires de travail précis et des moments réservés à des activités personnelles et familiales ;*
- *J'ai de tout temps identifié les tâches les plus importantes et prioritaires dans ma vie professionnelle et personnelle, de telle manière que je me concentre à raison sur celles-ci. Cela m'évite de me sentir submergé par les exigences de mon emploi et de ma vie personnelle ;*
- *Si nécessaire, dans mon approche managériale, je délègue des tâches au travail, je partage les responsabilités domestiques avec tous les membres de ma famille qui jouent le jeu. Je dois dire que c'est une chance que j'aie d'avoir la famille au tour de moi et enfin ;*
- *Je m'emploie à m'adapter aux changements imprévus dans ma vie professionnelle et personnelle.*

05 Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés dans l'exercice de vos fonctions actuelles ?

Prof. Coulibaly : En tant que présidente d'université, je suis confrontée à des défis nouveaux, notamment :

1. **Gestion des ressources financières :** Trouver des moyens de financer les activités universitaires tout en maintenant la qualité de l'éducation et de la recherche, surtout dans un contexte de ressources limitées et de pression croissante sur les budgets.
2. **Leadership et gouvernance :** Diriger une institution universitaire implique souvent de jongler avec les intérêts et les attentes multiples des parties prenantes, y compris les membres du corps professoral, le personnel administratif et les étudiants, tout en respectant les normes académiques et les réglementations gouvernementales.
3. **Promotion de l'excellence académique :** Veiller à ce que l'université maintienne et améliore ses normes académiques et de recherche, en favorisant l'excellence dans l'enseignement, la recherche et les activités de service à la communauté.
4. **Diversité et inclusion :** Créer un environnement inclusif où tous les membres de la communauté universitaire se sentent valorisés et respectés, indépendamment de leur origine ethnique, de leur genre ou de leur statut socio-économique.
5. **Innovation et adaptation aux changements :** Répondre aux évolutions rapides dans l'enseignement supérieur, notamment en matière de technologie, de pédagogie, de recherche et de demande du marché du travail.
6. **Relations externes et partenariats :** Établir et entretenir des relations avec d'autres institutions universitaires, le secteur privé, pour renforcer la réputation et l'influence de l'université.
7. **Gestion des crises et des situations d'urgence :** Être prêt à gérer les crises et les situations d'urgence, telles que, les grèves des étudiants, des enseignants et du personnel administratif et technique, tout en protégeant la sécurité et le bien-être des membres de la communauté universitaire.

06 Quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui envisagent une carrière dans la recherche scientifique ou dans d'autres domaines généralement réservés aux hommes ?

Prof. Coulibaly : Pour les jeunes femmes envisageant une carrière dans la recherche scientifique ou dans d'autres domaines généralement dominés par les hommes, je les encourage à :

- *Travailler de façon acharnée de manière à être toujours parmi les meilleures de sa génération ;*
- *Croire en vous ;*
- *Avoir confiance en vos compétences, en vos talents et en votre capacité à réussir dans le domaine que vous choisissez ;*
- *Ne pas laisser les stéréotypes de genre ou les obstacles potentiels vous décourager ;*
- *Poursuivre vos passions en choisissant un domaine qui vous passionne réellement et qui vous motive ;*

- *Trouvez des mentors et des modèles qui peuvent vous guider, vous conseiller et vous soutenir dans votre parcours;*
- *Apprendre à communiquer efficacement vos idées, vos recherches et vos réalisations;*
- *Améliorer son niveau en anglais ;*
- *Être prête à faire face à l'échec et à en tirer des leçons. L'échec fait partie du processus d'apprentissage et de croissance, et il ne devrait pas vous empêcher de poursuivre vos objectifs ;*
- *Être persévérante, ne pas abandonner face aux obstacles ou aux revers.*

07 Selon vous, quelles sont les mécanismes à mettre en place pour développer le leadership féminin (plan individuel, institutionnel, étatique...) ?

Prof. Coulibaly : Pour développer le leadership féminin, il est essentiel de mettre en œuvre des mécanismes à plusieurs niveaux, à la fois au niveau individuel, institutionnel et étatique.

Au plan individuel, il faut :

- *Encourager les femmes à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités dès le début de leur carrière ;*
- *Développer la confiance en soi et les compétences en leadership grâce à des programmes de formation et de mentorat ;*
- *Établir des objectifs professionnels clairs et travailler de manière proactive pour les atteindre.*

Au plan institutionnel, il faut :

- *Mettre en place des politiques de recrutement et de promotion équitables qui favorisent la diversité et l'inclusion ;*
- *Créer un environnement de travail favorable qui encourage la prise de parole des femmes et la contribution de leurs idées ;*
- *Établir des programmes de mentorat et de parrainage pour soutenir le développement professionnel des femmes.*

Au plan étatique, il faut :

- *Adopter des politiques gouvernementales qui promeuvent l'égalité des sexes et la participation des femmes au leadership ;*
- *Mettre en place des quotas de représentation des femmes dans les organes décisionnels et les conseils d'administration ;*
- *Investir dans l'éducation des filles et des femmes pour renforcer leurs compétences et leur autonomie ;*
- *Mettre en place des lois et des politiques de protection contre la discrimination et le harcèlement au travail.*

Incursion dans le métier pédopsychiatre avec

Docteure

Anna Corinne Bissouma



Dr Anna Corinne Bissouma, pédopsychiatre et chercheure à l'Institut National de la santé publique (INSP) nous introduit dans l'univers de la pédopsychiatrie, un métier qu'elle exerce depuis quelques années. D'ailleurs, elle encourage les jeunes filles à s'y intéresser.

01

Comment fait-on pour être pédopsychiatre ?

Dr Bissouma : Il faut être à la base médecin et se lancer dans des études de psychiatrie, suite à cela une spécialisation d'un ou deux ans en pédopsychiatrie. C'est une branche de la psychiatrie qui se charge de soigner les troubles des enfants et adolescents.

02

Avez-vous eu des difficultés à devenir pédopsychiatre ?

Dr Bissouma : Comme tout parcours de formation, il y'a des difficultés. Les études médicales sont longues, il faut choisir sa discipline pour se spécialiser. La plus grande difficulté pour la pédopsychiatrie c'est que la formation ne se fait pas en Côte d'ivoire. Pour ma part, c'est en France que j'ai fait ma formation. Là-bas, le système sanitaire n'est pas le même qu'ici en Côte d'Ivoire. Ce qui nous freine dans la pratique de ce qu'on a eu comme connaissance une fois de retour.

03

Qu'est-ce-qui vous passionne dans ce métier ?

Dr Bissouma : J'aime ce métier car il apparait comme une main secourable. Accompagner les enfants malades et leurs parents afin de les aider à comprendre les troubles de leurs enfants dans le but de savoir comment s'y prendre avec eux. Et les voir heureux à la fin du suivi, c'est la meilleure satisfaction dans ce métier.

03

Comment raconteriez-vous votre quotidien de pédopsychiatre ?

Dr Bissouma : Le quotidien de ce métier est parfois tranquille ou chaotique. Étant également chercheur, c'est tout un tas de choses à faire qui s'ajoute à la liste, en passant par des réunions, les articles scientifiques à écrire. C'est vraiment un quotidien qui n'est pas de tout repos.

04

Existe-t-il beaucoup de femmes qui exercent dans ce domaine ?

Dr Bissouma : Le personnel en psychiatrie est en grande partie féminin. Déjà sur les 8 médecins pédopsychiatres en Côte d'Ivoire, il y a un ou 2 hommes. Au niveau des éducateurs spécialisés également, il y a beaucoup de femmes.

05

Conseillerez-vous votre métier à des jeunes filles ?

Dr Bissouma : Oui, je conseillerais mon métier à des jeunes filles qui veulent devenir Scientifiques ou même médecins. Certes, il n'est pas facile mais il est gratifiant. C'est un métier qui touche la fibre maternelle. Car il faut prendre soin des patients, aider des familles et ça c'est le rôle d'une femme.

Appel à projets spécial « FEMMES » : Financer des recherches de qualité pilotées par des femmes chercheures

En vue de stimuler l'implication des femmes dans la recherche et l'innovation, le FONSTI a lancé en partenariat avec l'African Centre for Technology Studies (ACTS), un appel à projets de recherche et d'innovation technologique destiné aux femmes en octobre 2022. Cet appel à projet s'inscrire dans le cadre de l'Initiative des Organismes Subventionnaires de la Recherche Scientifique. Les lauréates de cet appel sont au nombre de six. Elles ont été présentées le 21 février 2024 à la presse, aux premiers responsables d'Universités et Centres de recherche. Cette cérémonie a été présidée par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Professeur Adama DIAWARA, à son Cabinet ministériel. Financé à hauteur de cent-trois millions cent mille francs CFA (103 100 000 FCFA), la mise en œuvre des projets retenus s'étendra sur 24 mois pour la plupart.









LISTE DES LAUREATES DE L'APPEL A PROJETS SPECIAL FEMMES 2022

NOM ET PRENOMS	LIBELLE DU PROJET	TYPE DE PROJET DE RECHERCHE	DUREE MOIS	BUDGET F CFA	DOMAINE SCIENTIFIQUE
Dr JOHNSON FELICIA (Université Félix Houphouët Boigny)	Production et conservation des stocks de maïs au moyen de stratégies durables en vue de garantir la sécurité alimentaire face au changement climatique en Côte d'Ivoire.	RECHERCHE APPLIQUEE	24	**20 600 000**	**AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE**
Dr KONE Epse YEO Naminata (Ecole Normale Supérieure)	Caractérisation génétique des hybrides issus du croisement Tilapia guineensis (Günther, 1862) et Tilapia zillii (Gervais, 1848) dans deux secteurs (IV et V) de la lagune Ebrié.	RECHERCHE FONDAMENTALE	24	**15 000 000**	
Dr KONE YELAKAN Kinonton Clarisse (Université Nangui Abrogoua / CRE)	Appui à l'autonomisation économique des femmes riveraines du Parc National d'Azagny par l'introduction de la production locale de Cardisoma armatum (crabe poilu) dans leurs habitudes agricoles.	DEVELOPPEMENT EXPERIMENTAL	24	**11 000 000**	
Dr KOUAME Epouse DIEKET Amoin Gervaise (Université Nangui Abrogoua)	Mise au point d'un complément alimentaire phyto-estrogénique à base des feuilles de Manihot esculenta Crantz (Euphorbiaceae) pour la prise en charge des symptômes liés à la ménopause.	DEVELOPPEMENT EXPERIMENTAL	24	**15 000 000**	**ENVIRONNEMENT, BIODIVERSITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**
Dr KONE Fatoumata Epouse KONE (CeDReS)	Recherche de l'ADN tumoral circulant dans la détection des cancers chez les personnes infectées par le HPV en Côte d'Ivoire (ACiCHPV-CI).	RECHERCHE APPLIQUEE	24	**18 500 000**	**SCIENCES DE LA SANTE**
Prof SIRANSY KOUABLA LILIANE (Université Félix Houphouët Boigny)	CARACTERISATION DU POLYMORPHISME HLA DANS LA POPULATION IVOIRIENNE.	RECHERCHE APPLIQUEE	18	**23 000 000**	

Promotion de la science, des technologies et de l'innovation dans les écoles

Le FONSTI sensibilise les élèves du Lycée Inagohi de San Pedro à s'intéresser aux filières scientifiques

Le mercredi 15 mai 2024, a eu lieu au sein du Lycée Inagohi de San Pedro une activité d'initiation à la science. Cette activité est une initiative du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI). Elle vise à promouvoir la Science, la Technologie et l'Innovation auprès des élèves.

Les présentations lors de cet événement ont été assurées par deux membres du Conseil Scientifique du FONSTI, à savoir le Professeur Jérémie Zoueu, Vice-président, et le Professeur Sévérin Konin. Leur expertise et leur passion pour la promotion de la science ont captivé l'auditoire composé des élèves du lycée. Dre Annette Ouattara, représentait pour l'occasion le Secrétaire Général du FONSTI, Dr Yaya Sangaré. Outre les discours et exposés scientifiques, l'évènement a mis en avant le talent artistique des élèves. En effet, leurs prestations artistiques proposées, ont apporté une touche de créativité et d'originalité à cette cérémonie.







> **Cette journée dédiée à la promotion de la Science, de la Technologie et de l'Innovation a été une véritable réussite, offrant aux élèves de nouvelles perspectives et les encourageant à s'intéresser davantage aux domaines scientifiques.**



« Nous sommes très heureux de participer à cette activité. En tant que futurs cadres de notre beau pays, il est primordial pour nous de porter un regard sur la science. Merci au FONSTI pour cette opportunité » a exprimé un élève du lycée hôte de l'activité.

Cette journée dédiée à la promotion de la Science, de la Technologie et de l'Innovation a été une véritable réussite, offrant aux élèves de nouvelles perspectives et les encourageant à s'intéresser davantage aux domaines scientifiques. Une initiative louable qui démontre l'importance de soutenir et d'encourager la jeunesse dans sa quête de connaissances et d'excellence. Cette initiative pédagogique a été saluée par les autorités de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) et les responsables administratifs du lycée Inagohi de San Pedro.







Les élèves du collège ANADOR encouragés à devenir de futurs chercheurs



Dans le cadre de la promotion de la science, la technologie et l'innovation en milieu scolaire, Dr Yaya Sangaré, secrétaire général du FONSTI et son équipe ont procédé le mercredi 17 avril 2024 à une séance de sensibilisation des élèves du collège Anador situé à Yopougon quartier Maroc.

Pour Dr Sangaré, la science, la technologie et l'innovation sont les piliers sur lesquels reposent le progrès et le développement d'un pays. Raison pour laquelle il est important de faire la promotion de la culture scientifique et de la culture de l'innovation au sein de la jeunesse, ceci dans le but de susciter en eux des vocations scientifiques pour le développement de la Côte d'Ivoire.

A cet effet, Prof. Sévérin Konin a animé une formation sur le thème : « Les Sciences sociales et humaines (Shs) ». Il a expliqué que les Shs sont un ensemble de disciplines qui étudient divers aspects de la réalité humaine. Il a invité les élèves à être des passionnés des sciences, tout en leur révélant les débouchés professionnels. « La science est une filière accessible à tous. Prenez vos études au sérieux et abandonnez la distraction et vous serez des scientifiques aguerris », a-t-il conseillé.

Un second entretien a été conduit par le Prof. Acapovi Yao Geneviève. Elle a abordé le thème: « Les fondamentaux des sciences, de la

> **La science est une filière accessible à tous. Prenez vos études au sérieux et abandonnez la distraction et vous serez des scientifiques aguerris**

technologie et de l'innovation ». L'occasion a été pour elle de souligner que la science de l'ingénierie est bien plus qu'une simple discipline académique ou professionnelle, elle est « une passion, une vocation, une mission ». C'est également un appel à l'action pour ceux qui veulent façonner l'avenir, innover sans cesse et laisser leur empreinte sur le monde.

Dr Sangaré, a relevé qu'avec 30 brevets par an, la Côte d'Ivoire se classe 11ème en Afrique, bien loin derrière l'Afrique du Sud qui enregistre 1804 brevets par an. Il a encouragé les élèves présents à cette rencontre, à s'investir dans les métiers scientifiques, espérant ainsi propulser le pays vers la 5ème place.









Le projet STI soutient le Concours miss physique Chimie





Le Comité miss physique chimie de Côte d'Ivoire (COMIPC) a procédé, le lundi 30 mai 2023 au Collège Notre Dame de la Visitation de Yamoussoukro, à l'élection de l'élève Aminata Sako en tant que miss Physique Chimie 2023. C'était en présence du Directeur administratif et financier du FONSTI, M. Armand Coulibaly, représentant du Secrétaire Général du FONSTI, Dr Yaya Sangaré.

En classe de Première C au Lycée Mamie Adjoua de Yamoussoukro, Aminata Sako, a fait montre de son savoir en physique et chimie. Ce qui lui a valu d'être élue miss physique chimie. Dans la dynamique de son engagement pour l'excellence féminine en milieu scolaire, le FONSTI a fait des dons de matériels informatiques et de plusieurs gadgets. Ce geste s'inscrit dans la Promotion de la science, des technologies et de l'innovation dans les écoles.



Partie

2

Les défis de la sécurité en Afrique

Crises sécuritaires en Afrique	Interview



Professeur

Adama Coulibaly

« Crises sécuritaires en Afrique : diagnostics, défis et stratégies pour un développement durable ». C'est le thème du colloque 2023 du Fonds pour la Science, la Technologie et I'Innovation (FONSTI). Prof. Adama Coulibaly était le Président du Comité Scientifique dudit colloque. Dans cette interview, il explique les raisons ayant motivé l'organisation d'un colloque sur les crises sécuritaires en Afrique.

La question de la sécurité est transversale voire centrale à toutes les missions quel que soit le domaine d'activité

01 Qu'est-ce-qui vous a motivé à choisir ce thème ?

Prof. Coulibaly : Nous avons choisi d'évoquer la question des Crises sécuritaires en Afrique ; question particulièrement sensible au regard des actualités nationales dans plusieurs de nos États de la sous-région ouest-africaine, pour ne pas dire africains. Malgré la conjugaison des efforts nationaux, régionaux et internationaux, la situation sécuritaire sur le continent africain demeure très préoccupante. Des filières extrémistes violentes continuent d'étendre leur champ d'action et d'opération au Sahel, notamment dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ciblant à la fois les civils et les forces de sécurité dans ces États.

Au Nigéria, le regain de la criminalité et des conflits réguliers entre agriculteurs et éleveurs a détourné l'attention de la violence extrémiste dans le nord-est, qui reste néanmoins omniprésente. D'autres incidents, bien qu'ils aient de faible ampleur, dans le nord de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo, démontrent que la menace des actes de terrorisme se déplaçant insidieusement du Sahel en direction des pays côtiers du Golfe de Guinée est une réalité actuelle ; tout cela situe, traduit l'importance de l'organisation d'un tel colloque. Pour l'université Peleforo GON COULIBALY, dont la vocation est agropastorale, je le rappelle, la question de la sécurité est transversale voire centrale à toutes les missions quel que soit le domaine d'activité. De ce point de vue, le débat sur les crises sécuritaires, plus que nécessaire, est existentiel. Il est donc de notre devoir de le porter.

02 De façon générale, quelle est la vision du FONSTI ?

Prof. Coulibaly : La vision du FONSTI est de faire de la Côte d'Ivoire un pays prospère dont l'économie reposera sur le Savoir, en lieu et place des matières premières. Mais, la question de la sécurité est transversale voire centrale à toutes les missions quel que soit le domaine d'activité. De ce point de vue, le débat sur les crises sécuritaires, plus que nécessaire, est existentiel. Il est donc de notre devoir de le porter.

03 Quelles sont les activités menées par le FONSTI jusqu'à aujourd'hui ?

Prof. Coulibaly : Nous avons menées différents atelier sur des thématiques qui s'inscrivent dans notre vision. Ce sont :

- *L'atelier sur le suivi-évaluation des projets financés par le FONSTI du 22 au 24 septembre 2021 ;*
- *L'atelier sur le Ranking des universités du 20 au 22 octobre 2021 ;*
- *L'atelier sur l'Open Science (Science Ouverte) du 30 novembre au 02 décembre 2021.*

Crises sécuritaires en Afrique : un colloque pour proposer des solutions concrètes



Du 28 au 30 novembre 2023, la ville de Korhogo en Côte d'Ivoire, a accueilli un colloque international de grande envergure consacré aux crises sécuritaires en Afrique. Cet événement organisé par le FONSTI, le PASRES et leurs partenaires, a rassemblé des enseignants-chercheurs, des chercheurs, des administrateurs, des responsables politiques, des forces de défense et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) luttant contre la pauvreté et l'insécurité. Cette rencontre avait pour objectif de dresser un diagnostic précis des crises sécuritaires sur le continent Africain et de proposer des pistes de solutions concrètes.

Des experts venus d'Allemagne, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République du Congo, des États-Unis, de la France, de la Guinée, du Mali, du Mozambique, du Niger, du Sénégal, de la Suisse, du Togo et de la Côte d'Ivoire se sont retrouvés pour cet événement. Cette diversité a permis d'enrichir les discussions et de proposer des perspectives variées sur les défis sécuritaires auxquels l'Afrique fait face.

Des échanges de qualité et en quantité

Conférences plénières, panels thématiques, expositions, ateliers thématiques et présentation d'une chaire de recherche ont été les grandes articulations du colloque international sur les crises sécuritaires en Afrique.

Les conférences plénières ont marqué le début et la fin du colloque. La conférence inaugurale a été animée par les Professeurs Simplice Yodé Dion et Mathurin Houngnikpo, offrant une analyse croisée des enjeux sécuritaires actuels. Le Professeur Marcel Tanner, Président

des Académies Suisses des Sciences, a ensuite présenté en ligne une conférence sur le dialogue entre science et politique pour atténuer les crises sanitaires.

En ce qui concerne les panels thématiques, ils ont été animés par le Docteur Eddie Guipié, le Colonel-Major Jean-Christophe Mouho, le Professeur Fred Éboko et le député Lacina Koné. Au cœur de leurs échanges, il a été question de stratégies de sécurité, de la contribution des sciences à la prévention des crises, du rôle des organismes de financement de la recherche et de la mutualisation des ressources pour une gestion efficace des crises.

321. C'est le nombre de communications faites au cours des ateliers thématiques. Elles étaient regroupées en sept axes thématiques :

1. ***Crise sécuritaire et défense des États (54 communications)***
2. ***Crise politique et institutionnelle: démocratie et État de droit (24 communications)***
3. ***Sécurité alimentaire et environnementale (172 communications)***
4. ***Sécurité sanitaire et protection sociale (21 communications)***
5. ***Crise des systèmes éducation-formation (28 communications)***
6. ***Sécurité des données informatiques et cybercriminalité (11 communications)***
7. ***Sécurité linguistique (16 communications)***

Les discussions ont mis en avant la nécessité de repenser les stratégies de sécurité et d'améliorer la coopération entre science et politique. La nécessité de renforcer les financements pour la recherche en matière de sécurité a été évoquée. Par ailleurs, en dehors de ces questions, des propositions relatives à la mutualisation des ressources et des compétences au niveau étatique et sous régional ont été faites.

Le FONSTI et le PASRES ont exprimé leur gratitude à leurs partenaires, aux institutions politiques ivoiriennes, aux universités africaines et à l'Académie des Forces Armées de Zambakro pour la qualité des échanges et des recommandations. Celles-ci doivent pouvoir servir de base à des actions futures visant à renforcer la sécurité en Afrique.

Des recommandations pour endiguer les crises sécuritaires

À travers les communications présentées au cours du colloque, les intervenants ont proposés des recommandations en fonction des différents axes.

❖ Crise sécuritaire et défense des États

Il ressort des différentes interventions que, loin de faire le procès des gouvernances en Afrique, il importe d'établir un diagnostic de la sécurité dont les occurrences dévoilent une fragilité des États. Cette situation détermine les États africains dans leurs coopérations économique et sécuritaire avec certaines puissances au regard de leur fragilité. Cela s'avère être, à l'analyse, un piège qui met à mal leur souveraineté, d'où les défis immenses et complexes à relever. Il s'agit de répondre au défi d'endiguement de l'internationalisation et de la féminisation des mouvements extrémistes, du maintien de la sécurité des citoyens dans un monde menacé par les nouvelles formes de guerres, le défi de la coopération sécuritaire sans brader la

souveraineté des peuples africains à disposer d'eux-mêmes, etc. Pour ce faire, les stratégies d'action et f recommandations proposées sont les suivantes :

- *La démocratisation comme solution pour contrôler la délinquance et lutter contre le terrorisme ;*
- *L'activation ou la réactivation des alliances inter États pour la consolidation de la paix sociale en Afrique de l'Ouest ;*
- *La sécurisation des activités touristiques qui méritent une attention tant des autorités, des populations locales, des promoteurs d'activités touristiques que des touristes, etc.*

❖ Crise politique et institutionnelle : démocratie et État de droit

Les facteurs mis en cause dans la survenue des crises sécuritaires en Afrique indiquent l'implication des métropoles dans la gestion des anciennes colonies. Aussi, il ressort que les processus de succession dans les régimes traditionnels et modernes sont les catalyseurs de crises dans les sociétés africaines. La mauvaise gouvernance, le déficit de légitimité électorale, les irrégularités qui ont pour corollaire les coups d'État sont autant de facteurs qui militent en faveur de l'occurrence des crises sécuritaires. En outre, la pauvreté humaine, les conflits d'usage autour de la gestion des ressources naturelles alimentent le terrorisme et mettent à mal la démocratie. L'action conjuguée de toutes ces causes dans les États africains est source de manifestations de crises multiples. Celles-ci ne sont pas sans conséquences. Au niveau socio-économique, elles exacerbent inexorablement la pauvreté des populations et expose les populations à une insécurité sociale, juridique, militaire et économique pouvant déboucher sur des affrontements religieux ou exacerber l'immigration clandestine. Suite à l'analyse de ces conséquences, des recommandations ont été faites :

- *Procéder à la restauration de la publicité politique par la décolonisation de l'espace public ;*
- *Réviser le « pacte social », représentant le processus qui lie par consentement un peuple à ses dirigeants ;*
- *S'inspirer de certaines idées théoriques philosophiques pour rendre les institutions fortes et légitimes ;*
- *Appliquer l'amour du prochain comme principe de la finalité éthique ;*
- *Inscrire le multilatéralisme dans un paradigme nouveau acceptable par tous et pour tous.*



❖ Sécurité alimentaire et environnementale

Les analyses conduites dans cet axe ont permis de dégager les recommandations ci-dessous :

- *La culture des cacaoyers sous ombrage d'arbre en vue de favoriser une meilleure qualité des fèves ;*
- *La proposition de la chenille comestible comme une alternative envisageable pour la sécurité alimentaire ;*
- *Le renforcement des équipements d'hydrauliques rurales en adéquation avec la démographie pour la satisfaction des besoins en eau des populations et la réduction des maladies hydriques ;*
- *L'accentuation du contrôle administratif de l'autorité de la gouvernance foncière rurale ivoirienne et une sensibilisation véritable sur les bienfaits de la détention de titres fonciers ;*
- *L'encouragement de la recherche en couche mince sur la pérovskite pour l'utilisation de l'énergie solaire ;*
- *La valorisation de l'usage de la cendre de balle de riz, pour contribuer à la réduction de l'émission de CO2 et du réchauffement climatique et donner l'accès aux matériaux durables.*

❖ Sécurité sanitaire et protection sociale

La majorité des contributions scientifiques ayant porté sur la sécurité sanitaire et la protection sociale ont fait cas despratiques tels que :

- *La persistance du VIH/SIDA à Sakassou en Côte d'Ivoire ;*
- *La sécurisation sanitaire en milieu carcéral dans la République Démocratique du Congo ;*
- *La sécurité sanitaire des aliments dans un certain nombre de localités ivoiriennes ;*
- *La pénibilité du travail domestique chez les filles de ménages mineures ivoiriennes ou encore les facteurs de recrudescence des accidents de motos-taxis dans les villes de Korhogo et de Bouaké.*

Les recommandations découlant de ces exposés et des échanges sont multiformes. Ci-dessous quelques-unes :

- *Une meilleure communication dans l'approche genre autour de la lutte contre les maladies tropicales négligées ;*
- *La multiplication des enseignements Post-Universitaires sur la responsabilité des médecins et infirmiers anesthésistes-réanimateurs;*
- *La proposition d'une éthique clinique invitant les professionnels de santé à un travail en réseau dans une approche pluridisciplinaire de la prise en charge de la grossesse et du couple.*

❖ Crise des systèmes éducation-formation

En dépeignant les problèmes socioéconomiques suscités par les systèmes éducation-formation fragilisés par de multiples facteurs, les communicants ont dans l'ensemble, mené des réflexions conduisant à l'élaboration de réponses au problème de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des jeunes ainsi qu'aux crises qui naissent dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ils ont aussi réfléchi sur les questions liées au système éducatif, à l'épineux problème de l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande de l'emploi dans les sociétés africaines qui se modernisent à une vitesse accélérée. Ce faisant, les communicants ont recommandé :

- *La construction de systèmes éducatifs hautement compétitifs et méritocratiques susceptibles d'éveiller et de former durablement l'être africain, pour en faire un sujet conscient et responsable ;*
- *L'intensification de la formation des jeunes et des femmes à l'entrepreneuriat de groupe, notamment sous forme coopérative afin de forger leur esprit d'entreprise en vue d'augmenter leur potentiel entrepreneurial ;*
- *L'intégration de la « didactique du texte » au programme éducatif pour le bon apprentissage des apprenants en français ;*
- *Un investissement plus important dans la formation à travers l'équipement des universités afin de faciliter une formation de qualité, atout essentiel pour une insertion socio-professionnelle durable.*



❖ Sécurité des données informatiques et cybercriminalité

La question de la sécurité des données informatiques et de la cybercriminalité a fait l'objet de onze (11) communications. Selon les intervenants, bien que son niveau de développement technologique soit faible, l'Afrique est le continent au sein duquel l'usage des outils informatiques et des données a connu une évolution rapide de sorte que la question de la sécurité des données se pose avec acuité aussi bien dans les grandes métropoles que dans les petites localités. Ils ont indiqué par ailleurs, que le développement effréné des technologies numériques et de l'intelligence artificielle (IA) suscite bien des opportunités comme le développement de villes intelligentes pour un environnement citoyen sûr ou la naissance de nouvelles activités pouvant favoriser la croissance économique. Toutefois, ont-ils souligné, la dématérialisation et la digitalisation des services, n'offrent pas que des avantages aux populations, elles amplifient l'éventail des risques et défis sécuritaires, qui menacent gravement la stabilité des États africains. D'où les recommandations suivantes :

- *Utiliser et perfectionner les instruments normatifs, politico-stratégiques et institutionnels contre la cybercriminalité ;*
- *Placer l'humain au cœur des mesures visant à garantir la sécurité des usages numériques, afin de réduire la proportion que prend la cyber-insécurité sur le continent ;*
- *La sensibilisation et la formation pour protéger les jeunes citoyens des menaces des cybercriminels et pour stimuler le développement durable du pays.*

❖ Sécurité linguistique

Les réflexions menées sous l'axe de la sécurité linguistique peuvent être réparties en deux sous-thèmes :

1. ***La violence du discours politique,***
2. ***Les menaces sur la survie des langues nationales.***

Les analyses faites au niveau du sous thème 1 ont révélé un dénivellement entre le dit et le non-dit du discours politique et l'escalade de l'insécurité dans les pays africains postcoloniaux bénéficiaires de la sécurité militaire internationale. Le même constat de violence langagière a été relevé dans les discours des idéologues salafistes avec en toile de fond, la haine de l'autre.

Le sous thème 2 constitue une sorte de cri d'alarme face à la menace qui pèse sur les langues nationales. Le multilinguisme qui, malgré ses avantages pour le locuteur et pour la langue, constitue également une menace pour le développement d'un pays et les périls qui pèsent sur les langues locales face à la percée du français dans les cérémonies traditionnelles, sont quelques-unes des inquiétudes relevées dans les communications. Pour y remédier, les participants ont fait les recommandations suivantes :

- *Mettre en place une politique linguistique en faveur des langues locales sous le regard des spécialistes, partenaires internes et externes ;*
- *Promouvoir les langues locales à travers leur enseignement ;*
- *Faire l'état des lieux des projets pilotes de l'enseignement des langues locales et prendre les décisions qui s'imposent.*



Les pays africains doivent changer le narratif relatif aux différentes crises sécuritaires...



Docteur

Diakalia Sanogo

Agroéconomiste



Agroéconomiste à la retraite, **Dr Diakalia Sanogo** a été gestionnaire de programme au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada de 2008 à 2023. Dr Diakalia Sanogo, était l'un des participants au colloque international de grande envergure consacré aux crises sécuritaires en Afrique. Dans cette interview, il partage son point de vue sur la gestion des crises sécuritaires par les pays en Afrique. Il évoque également l'apport de la science et du financement de la recherche dans la gestion des crises sécuritaires en Afrique.

01 Quel diagnostic pouvez-vous faire de la sécurité ouest-Africaine et quels sont les défis auxquels sont confrontés les pays africains ?

Dr Diakalia : Les États africains pour la plupart n'ont pas été capables d'assurer par eux-mêmes leur sécurité et celle de leurs citoyens. Ceci résulte du fait que ces États n'étaient pas suffisamment indépendants pour développer et mettre en œuvre les stratégies de défense, c'est-à-dire, la sécurisation militaire et le développement durable inclusif. Individuellement, ces pays ont été constamment soumis aux pressions extérieures des anciennes puissances coloniales et ne pouvaient pas équiper convenablement leurs forces de défense et de sécurité pour combattre les différents groupes de leurs ressortissants qui se sont mis en marge de la nation à des moments donnés de l'évolution de leurs pays.

Dans le cas du centre du Mali que je connais particulièrement en tant que citoyen de ce pays, un journaliste d'investigation malien imputait la dégradation sécuritaire dans une région du pays à "une négligence coupable de l'ensemble des communautés locales sous le regard passif de l'État central et aussi de la communauté internationale". L'État du Mali a été incapable d'assurer la sécurité alimentaire et une bonne distribution de la justice dans cette région vulnérable de par sa proximité géographique et culturelle avec le septentrion malien, berceau de toutes les rébellions et conflits armés que le pays a connus depuis les premières années de la déclaration d'indépendance du Mali en septembre 1960. Cette situation a contribué à étendre les conflits intra et intercommunautaires avec leurs nombreuses conséquences néfastes dans cette partie du Mali, jadis région de production céréalière et de produits d'élevage et de pêche par excellence.

02

Selon vous, comment pouvons-nous mutualiser les efforts pour une gestion efficiente des différentes crises sécuritaires ?

Dr Diakalia : Les pays africains doivent changer le narratif relatif aux différentes crises sécuritaires véhiculé et entretenu par les puissances extérieures pour mieux fédérer leurs intérêts collectifs vitaux en forces de défense communes, chargées d'assurer leur sécurité dans tous les domaines. Nos organisations de développement socio-économique sous-régionales doivent servir de levier à la mise en commun de nos forces de défense et compétences (immunes de toutes influences négatives des ''grandes puissances'') pour engager le combat contre les facteurs favorisants la division et la désorganisation institutionnelle qui affaiblissent nos États pris individuellement. C'est dans cette mesure que les africains pourraient mutualiser leurs efforts pour une gestion efficiente des crises sécuritaires multiformes qu'aucun de nos pays ne saurait juguler seul.

03

Quelles sont les opportunités qui s'offrent aux pays africains dans le cadre de la gestion de ces différentes crises ?

Dr Diakalia : La renaissance du mouvement panafricaniste, surtout en Afrique de l'Ouest et du Centre, offre des perspectives et des opportunités pour une gestion concertée des différentes crises que connaissent nos pays. Ces crises multiformes résultent de la fragilité des États conduisant à des conflits communautaires qui se sont souvent transformés en guerres fratricides avec leurs lots de désolations pour les populations vulnérables (y compris les femmes et les enfants) au niveau national et sous-régional. Un débat sans passion, informé par des données probantes et des connaissances locales, mené par les différents acteurs politiques, les légitimités locales, les militaires, les universitaires, la société civile et d'autres représentants des populations (femmes et jeunes) devraient baliser les voies d'une gestion efficace de ces crises. En effet, de ce débat, pourraient émerger des idées de projets de développement, de réformes nécessaires pour la formation des jeunes, une gouvernance vertueuse et une bonne distribution de la justice. L'exécution correcte des projets initiés et la mise en œuvre efficiente des réformes entreprises permettront de corriger les causes de la fragilité de nos pays et ses conséquences néfastes.

04

Quelles sont selon vous les stratégies à mettre en place pour un développement durable et inclusif ?

Dr Diakalia : Pour y arriver, il faudrait dans un premier temps, procéder à un meilleur diagnostic de la situation sécuritaire individuelle et collective des pays et de la région. Il faudrait également, compter sur nos propres ressources humaines et financières pour résoudre de façon souveraine nos problèmes sécuritaires. Dans un second temps, il

importe de procéder à la signature d'accord de défense avec les pays voisins et les organisations régionales appropriées. Aussi, il faut revisiter les accords de défense avec les pays européens et les États-Unis d'Amérique. Il est primordial de procéder à la signature d'accord de partenariat militaire entre pays africains à la place des accords obsolètes signés avec les anciennes puissances coloniales et les pays du nord en général. Bien évidemment, il est nécessaire d'intensifier la collaboration entre les chercheurs et les autres acteurs du développement de la sous-région ouest-africaine afin de circonscrire les différentes crises et amorcer le développement socio-économique des pays et de la région. Enfin, il est important de faire la promotion de l'utilisation des résultats des recherches (données probantes/ évidences) par l'organisation d'ateliers en collaboration avec l'administration publique, les leaders politiques et les autres acteurs clés du développement pour l'adoption et la mise en œuvre de décisions idoines pour prévenir, résoudre ou atténuer les crises multiformes au niveau des pays et de la région. L'adoption et la mise en œuvre des mesures ci-dessus permettront de concevoir et d'engager des activités pour assurer un développement durable et inclusif dans les pays respectifs et plus globalement au niveau régional.

> **La science et le financement sont deux facteurs clés pour la production de connaissances et des évidences nécessaires à la gestion efficace de ces crises sécuritaires...**

05

Comment la science et le financement de la recherche peuvent-ils aider à une gestion efficace des crises sécuritaires en Afrique ?

Dr Diakalia : Les pays africains ont de nombreux défis en commun que la science pourrait aider à résoudre, particulièrement la fin des conflits intra et intercommunautaires, le terrorisme, l'insécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. La science et le financement sont deux facteurs clés pour la production de connaissances et des évidences nécessaires à la gestion efficace de ces crises sécuritaires, dont la plupart figurent parmi les priorités des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD). Le financement adéquat de la science, de la technologie et de l'innovation peut aider nos pays et notre région à résoudre des problèmes comme le déficit énergétique, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, les épidémies et le manque d'eau.

06

Quelles sont vos impressions après votre participation au colloque sur les crises sécuritaires en Afrique organisé par le FONSTI ?

Dr Diakalia : Ce colloque a été une réussite grâce à la qualité des présentateurs et autres participants, ainsi qu'une bonne organisation des quatre panels de discussion. Le panel sur le thème « Repenser les stratégies pour une meilleure sécurité des personnes et des biens en Afrique » m'a permis de découvrir que l'histoire africaine regorge d'exemples et de pratiques, sources d'apprentissage pour aider à développer des stratégies et politiques pour éviter les conflits, le cas échéant pour y apporter des solutions idoines sur la base de nos valeurs sociétales.
Les communications et discussions du second panel ont démontré toute l'importance de la contribution des sciences à la prévention et à la résolution des crises sécuritaires. Elles ont permis de définir les différentes fonctions de la recherche qui peut contribuer à prévenir les crises sécuritaires ou à les gérer de façon efficace. Félicitations à la direction et à tout le staff du FONSTI, ainsi qu'au staff et aux étudiants de l'Université Peleforo GON COULIBALY.

l'histoire africaine regorge d'exemples et de pratiques, sources d'apprentissage pour aider à développer des stratégies et politiques pour éviter les conflits, le cas échéant pour y apporter des solutions idoines sur la base de nos valeurs sociétales.



Dr Diakalia Sanogo , *Agroéconomiste*

Échos du FONSTI



Le FONSTI et la CCI-Côte d'Ivoire s'unissent pour le financement de la recherche en Côte d'Ivoire

Le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-Côte d'Ivoire) ont procédé à la signature d'un protocole d'accord le jeudi 21 mars 2024. L'auditorium de la CCI-Côte d'Ivoire a été le théâtre de cette signature de protocole, qui traduit l'engagement des deux institutions à investir dans la recherche et à valoriser ses résultats pour contribuer à l'émergence économique et l'industrialisation de la Côte d'Ivoire.

Cette cérémonie a été l'occasion pour Dr Yaya Sangaré, Secrétaire Général du FONSTI de rappeler les réalisations de son institution en matière de financement de la recherche : « Le FONSTI enregistre depuis 3 ans d'existence, 59 projets financés dont 14 sont déjà achevés. »

Le Président de la CCI-Côte d'Ivoire, Touré Faman, a salué le FONSTI pour ses réalisations et souligné l'importance de la collaboration entre le FONSTI et la CCI-Côte d'Ivoire. « Merci au FONSTI pour ses réalisations. Cette convention représente un engagement renforcé en faveur du co-financement des projets de recherche et d'innovation, de la valorisation économique des résultats de recherche, ainsi que du développement des programmes de stage-école et de mentorat. Elle contribuera, ainsi, à renforcer le lien crucial entre le monde académique et le secteur privé. » a-t-il exprimé.





La signature de convention entre le FONSTI et la CCI-Côte d'Ivoire a vu la présence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Professeur Adama Diawara. Il a salué l'initiative et souhaité une interaction plus forte entre les acteurs de l'écosystème de la recherche et de l'innovation avec ceux du secteur privé.

Le FONSTI et l'OIPI s'engagent pour la protection et la valorisation des créations intellectuelles

Renforcer la protection de la propriété intellectuelle en Côte d'Ivoire, en offrant un cadre adéquat pour la reconnaissance et la valorisation des créations intellectuelles des chercheurs, inventeurs et innovateurs. Tel est objectif visé par la signature de convention entre le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) et l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIPI). La cérémonie s'est déroulée le vendredi 12 avril 2024 au Secrétariat Général du FONSTI.



« Jusqu'à présent, dans notre pays la Côte d'Ivoire, la recherche est essentiellement structurée autour des milieux académiques (Universités, Centres de recherches...) et orientée vers la publication d'articles scientifiques, pour la carrière académique de nos chercheurs », a fait savoir, le Secrétaire Général du FONSTI, Dr Yaya Sangaré.

« À travers cette convention, l'OIPI s'engage, entre autres, à mettre à la disposition des chercheurs bénéficiant du financement du FONSTI, la documentation scientifique et les bases de données mondiales des innovations afin d'améliorer leurs recherches pour des innovations qui répondent le mieux aux besoins de notre économie », a exprimé M. Koffi Paul Assendé, directeur général de l'OIPI.

Le FONSTI et l'UJLoG, ensemble pour la valorisation des résultats de la recherche

Le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) et l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (UJLoG) ont concrétisé leur cadre de coopération par la signature une convention de partenariat. C'était le 23 juillet 2024 au Secrétariat Général du FONSTI. Cette convention a pour but de valoriser les résultats de la recherche et d'aider à la protection des acquis de la recherche.



À en croire Dr Yaya Sangaré, Secrétaire Général du FONSTI : « Cette convention avec l'UJLoG est une étape cruciale pour notre mission de promotion de la science et de l'innovation en Côte d'Ivoire. Ensemble, nous allons créer un environnement propice à la recherche et à l'innovation, qui bénéficiera à notre pays dans son ensemble. »

Quant au Professeur Viviane Adohi-Krou, Présidente de l'UJLoG, elle a exprimé la reconnaissance de son institution pour ce partenariat. Elle s'est dite : « honorée de voir se concrétiser ce cadre de coopération entre nos deux structures. Cela permettra de valoriser les résultats de recherche et de fournir un soutien essentiel à la protection des travaux de l'UJLoG. ».

La signature de cette convention marque le début d'une série de partenariats avec les autres universités publiques de Côte d'Ivoire.

Le FONSTI et l'Université de Bondoukou formalisent leur cadre de coopération

Lundi 2 décembre 2024. La salle de Conseil de l'Université de Bondoukou accueille un événement important : la signature d'une convention portant sur un Accord de coopération entre le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) et l'Université de Bondoukou. C'est un Accord-cadre de coopération conclu pour une durée de trois ans renouvelables. Il porte entre autres sur le partage de bonnes pratiques en matière de gouvernance, l'organisation d'activités de renforcement des capacités des personnels administratifs et techniques des parties, la mobilité des étudiants en fonction des besoins spécifiques liés aux activités pédagogiques, l'appui aux thèses de Doctorat des étudiants de l'Université de Bondoukou, l'organisation d'activités scientifiques, au partage d'expériences en matière d'enseignement supérieur, etc.

Pour Dr Yaya Sangaré, Secrétaire Général du FONSTI, « la signature de cette convention va bien au-delà d'un simple cadre de collaboration institutionnelle. Elle marque une convergence de visions et d'efforts pour relever ensemble certains défis complexes de notre écosystème national de la recherche et de l'innovation. ».

« Nous ne pouvons qu'être heureux de l'accompagnement du FONSTI à travers cet Accord. Le FONSTI est porteur de grands projets d'Innovation et de Recherche en Côte d'Ivoire», s'est félicité le Président de l'Université de Bondoukou, Professeur Djakalia Ouattara.







Un Comité de suivi de l'Accord-cadre de coopération sera créé en vue de veiller à la mise en œuvre des articulations de l'Accord-cadre de coopération entre le FONSTI et l'Université de Bondoukou.

Colloques du FONSTI

Le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) dans sa mission de contribuer à la valorisation scientifique, économique et sociale des résultats de recherche ainsi qu'à la diffusion de l'information scientifique et technologique, s'est engagé depuis 2022 dans l'organisation de colloques.

Le premier colloque organisé par le FONSTI s'est tenu les 28, 29 et 30 juin 2022 à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix de Yamoussoukro. Il avait pour thème : « La gouvernance à l'ère des changements globaux : situation, résilience et défis en Afrique ». L'Université Peleforo Gbon Coulibaly a abrité le second colloque du 14 au 17 novembre 2023 sur le thème : « Crises sécuritaires en Afrique : diagnostics, défis et stratégies pour un développement durable ».

L'Université de San Pedro se prépare à accueillir le troisième colloque du FONSTI. Il portera sur une thématique d'actualité à savoir : « L'Afrique à l'ère de l'Intelligence Artificielle (IA) : enjeux et défis pour un développement durable et inclusif ». Il se tiendra du mardi 6 au vendredi 9 mai 2025. Au cours de ce colloque les questions suivantes seront abordées : IA : où en est l'Afrique ? Quel rapport entre l'IA et les civilisations africaines ? Quelle implication de l'IA dans le débat sur les genres ? L'Afrique peut-elle bénéficier des opportunités de l'IA sans brader sa souveraineté face aux grandes puissances mondiales ? Etc.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

FONSTI
FONDS POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

PASRES

LE FONSTI, EN COLLABORATION AVEC SES PARTENAIRES, ORGANISE
UN COLLOQUE INTERNATIONAL
PLURIDISCIPLINAIRE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Thème

L'AFRIQUE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA) : ENJEUX ET DÉFIS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF

06-07-08 et 09 Mai 2025 — SAN-PÉDRO, CÔTE D'IVOIRE

AXES THÉMATIQUES

AXE 1 : Intelligence Artificielle (IA), éducation-formation et recherche
AXE 2 : Intelligence Artificielle (IA) et économie
AXE 3 : Intelligence Artificielle (IA) et santé
AXE 4 : Intelligence Artificielle (IA) et gouvernance
AXE 5 : Intelligence Artificielle (IA) et environnement
AXE 6 : Intelligence Artificielle (IA), communication, art et culture
AXE 7 : Intelligence Artificielle (IA) et agriculture durable

SOUMISSIONS

1- Une personne ne peut présenter qu'un seul résumé à titre d'auteur(e) principal(e)
2- La communication orale doit respecter le format suivant : (Times New Roman, taille 12, interligne simple)
3- Le poster doit respecter le format AO (118 X 84,4 cm ou 120 X 180 cm)

CATÉGORIES	MONTANT FCFA
- Enseignants-Chercheurs - Chercheurs - Praticiens - Experts - ONG et Associations	50 000
- Étudiants	20 000
- Achat de stand d'exposition de 9m²	150 000

FIN DE SOUMISSIONS DES RÉSUMÉS

VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2024 (DÉLAI DE RIGUEUR)

secrétariat.colloque2025@fonsti.org
https://Intelligenceartificielle.colloquefonsti.org

Infoline : (+225) 0707522904 - (+225) 0707501531 - (+225) 0501195866

UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA — U-MAN Université de Man — UVCI — CTO — ENS — Institut Pasteur

FONSTI

FONDS POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

Le **FONSTI** vous souhaite
une bonne et heureuse année

2025